

**COMMUNE DE SAINT-DENIS
DGMG**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**RAPPORT N° 98/6-68
au Conseil Municipal**

OBJET

**CONVENTION CDC/ COMMUNE DE SAINT-DENIS
DE PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA POLITIQUE
DE LA VILLE ET DE L'INSERTION PAR L'EMPLOI**

Dans le cadre de son partenariat avec la Commune de Saint-Denis, la Caisse des Dépôts et Consignations propose une Convention financière pluriannuelle 1998 / 2000 dans le domaine de la Politique de la Ville et de l'Insertion par l'Emploi.

Dans ce cadre, la CDC souhaite participer aux études et à la réalisation des différents projets, en mobilisant des moyens financiers et des compétences du Groupe CDC, afin que la Commune puisse bénéficier des conditions de financement et de réalisation les mieux adaptées.

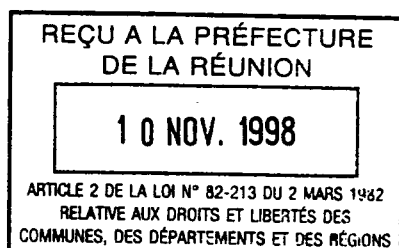
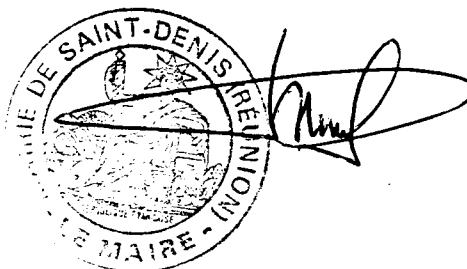
La Convention prévoit la réservation d'une enveloppe annuelle de 50 000 000 F de 1998 à 2000 afin de financer des investissements. Celle-ci prévoit également la mise en place d'une enveloppe de fonds propres d'un montant maximal de 1 500 000 F pour le cofinancement d'actions et de prestations.

Enfin, la Convention se fixe comme objectifs l'étude, la réalisation, le suivi et l'évaluation de projets favorisant la création et la pérennisation des Emplois Jeunes.

Je vous propose d'approuver les termes de la Convention à intervenir avec la CDC et de m'autoriser à signer cet acte.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**LE MAIRE
Michel TAMAYA**



DELIBERATION N° 98/6-68
du Conseil Municipal
en séance du vendredi 30 octobre 1998

OBJET

**CONVENTION CDC/ COMMUNE DE SAINT-DENIS
DE PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA POLITIQUE
DE LA VILLE ET DE L'INSERTION PAR L'EMPLOI**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ;

Vu la Circulaire Interministérielle NOR/INT/B/92/00260/C du 15 septembre 1992 ;

Vu le RAPPORT N° 98/6-68 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur Paul HOARAU, 4ème Adjoint, présenté au nom de la Commission Entreprise Municipale/ Finances ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

ARTICLE 1

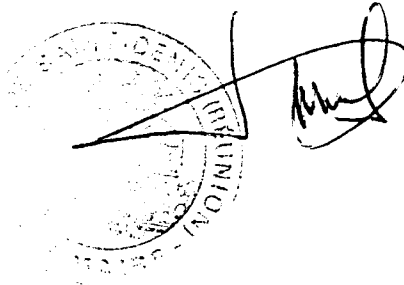
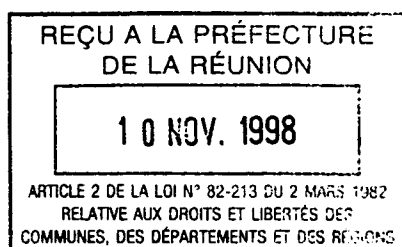
Approuve les termes de la Convention à intervenir avec la CDC définissant les modalités de partenariat CDC / Commune de Saint-Denis dans le domaine de la Politique de la Ville et de l'Insertion par l'Emploi.

ARTICLE 2

Autorise le Maire à signer cet acte.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le 30 OCT 1998

LE MAIRE
Michel TAMAYA





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ANNEXE AU RAPPORT N° 38/6-68

DIRECTION REGIONALE
DE LA RÉUNION
ET DE L'Océan Indien

Vu par le Conseil Municipal
en séance du 30 OCT. 1998

Référence à rappeler : D.R.O.

PROTOCOLE

Soutien aux collectivités pour la réalisation d'opérations relevant de la Politique de la Ville

Entre la CDC, représentée par Roland CHABOUD, Directeur Régional pour la Réunion
et l'Océan Indien, ci-après désignée la C.D.C.

et

la Ville de SAINT DENIS, représentée par Michel TAMAYA, Député Maire ci-après
désignée la Ville

il a été exposé ce qui suit :

Préambule :

La Ville de Saint-Denis a été la première ville des DOM à bénéficier d'un contrat de
Ville en 1989. Un second contrat a été signé avec l'Etat en juillet 1994 .

Saint-Denis, est avec 120 000 habitants, la plus importante ville des DOM. De part son
évolution et son développement rapide, elle est confrontée à de nombreux problèmes.
Même si le taux de chômage est l'un des plus faibles de la Réunion, il reste très
important : 31 %. L'urbanisation se partage entre quartiers anciens où des poches
d'habitat insalubre doivent encore être éradiquées et l'implantation de quartiers
nouveaux en cours de construction qui devront recevoir les équipements publics ou de
proximité et les structures nécessaires à la vie des quartiers.

L'existence de plusieurs grands projets nécessitent des approfondissements ainsi que des
choix stratégiques. Leurs montages financiers et juridiques doivent également être
trouvés.

La Caisse des Dépôts et Consignations, au cours des 3 phases de son Programme
Développement Solidarité mis en oeuvre de 1990 à 1997, a apporté à la Ville de Saint
Denis son soutien technique et financier.

.../...

Ce soutien a été mis en oeuvre selon diverses modalités : directement à la ville, à des organismes publics mandataires, à des associations délégataires de services publics, à des dispositifs et organismes nouveaux créés spécialement pour mettre en oeuvre telle ou telle politique prioritaire .

La diversité des projets établis, la multiplicité des actions menées, renforce le besoin la ville de Saint Denis de mettre en cohérence l'intervention de l'ensemble de ses partenaires dans ce domaine.

La CDC et la ville de Saint Denis souhaitent renforcer leur partenariat sur des axes prioritaires du programme développement urbain (P.D.U.).

Dans le souci de contribuer à :

- . l'optimisation des moyens consacrés par la Ville et la C.D.C. dans l'élaboration des projets et la réalisation des actions relevant de la Politique de la Ville,

- . la coordination de l'intervention de ces moyens sur les différents sites,

- . la mise en place des conditions d'une évaluation dynamique permettant de mesurer l'impact de la réalisation des projets et, le cas échéant, d'en modifier les dispositions,

- . la réalisation de transferts technologiques visant à qualifier ou à améliorer l'action de la ville et de ses opérateurs dans les domaines relevant de la Politique de la Ville ;

Les signataires décident de mettre en œuvre la présente convention .

Article 1 : Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la Ville et la C.D.C dans le domaine de la politique de la ville et de l'insertion par l'emploi Par le présent protocole la CDC entend participer aux études et à la réalisation des projets ci-dessous définis, en mobilisant des moyens financiers et les compétences du Groupe CDC, afin que la ville puisse bénéficier des conditions de financement et de réalisation les plus adaptées.

Article 2 : Objectifs de la présente convention :

Les signataires se donnent pour objectif l'étude, la réalisation, le suivi et l'évaluation des projets suivants :

En matière d'emploi, la ville et la CDC favoriseront par leur intervention la mise en œuvre de projets visant à la création et la pérennisation d'au moins 50 emplois jeunes et étudieront les conditions de mise en œuvre d'un dispositif d'ingénierie et de financement visant au renforcement des porteurs de projets (investissement, fonds de roulement, prêts d'honneur, aide à la création).

.../...

En matière de projets urbains les partenaires soutiendront la réalisation des opérations de requalification retenues par l'Etat et la Ville comme relevant de la politique de la ville et particulièrement :

- le Boulevard Sud , avec comme partenaires l' Etat et la Région
- le transport en commun en site propre
- l'entrée Est de ST DENIS
- le front de mer
- les aménagements urbains et la requalification du parc privé en centre ville, notamment sur le tracé du TCSP.

Dans le cadre des actions qu'ils mèneront conjointement dans ces domaines, les partenaires veilleront à :

- 1 - s'assurer que soient systématiquement organisés en amont, les conditions de suivi et d'évaluation de leur reproductibilité.
- 2 - développer des expériences transférables et travailler sur les conditions des opérateurs de la ville.
- 3 - renforcer l'implication des acteurs du logement social, (SEM de gestion par exemple)
- 4 - privilégier les démarches participatives, en ayant le souci de favoriser la mobilisation des acteurs de terrain et la participation des habitants.

Article 3 : secteurs concernés par le protocole "en matière de projets urbains".

Le territoire d'application du protocole est celui de la Ville de Saint-Denis.

Ce territoire est, en effet, reconnu par les partenaires comme l'échelle pertinente pour l'expression et la mise en œuvre d'un projet global et concerté de développement solidaire.

Les secteurs prioritaires d'intervention plus particulièrement retenus sont les suivants :

- Centre ville (parc privé dégradé - TCSP)
- Boulevard Sud
- Entrée Est de St-Denis.

Article 4 : durée du protocole et phasage des interventions

Le protocole est établi pour les années de 1998 à 2000, étant toutefois précisé que ces actions devront être engagées avant le 31 décembre 2000.

.../...

Article 5 : ouverture du protocole à d'autres partenaires

Les signataires conviennent que d'autres partenaires, publics ou privés, pourront se joindre à eux pour la réalisation des parties ou de la totalité du programme défini au présent protocole et éventuellement de ses avenants. Leur participation sera contractualisée par avenants.

Article 6 : programme de coopération

Par le présent protocole, la C.D.C. entend participer aux études et à la réalisation de projets ci-dessus définis, en mobilisant ses moyens et compétences, afin que la ville, les organismes de logement social, les sociétés d'économie mixte d'aménagement, de gestion et de transports ainsi que les autres intervenants participant aux mêmes objectifs selon leur moyens, puissent bénéficier des conditions de financement les plus adaptés :

- par des apports d'ingénierie propres à la C.D.C.

La C.D.C. apportera son assistance à la ville et aux co-signataires éventuels pour le montage d'opérations, en particulier dans le domaine de l'ingénierie financière des projets.

Elle pourra compléter cette assistance en mobilisant, avec l'accord des co-contractants concernés, les compétences de ses filiales et de ses réseaux partenaires.

- par le cofinancement de prestations d'études :

Les prestations pouvant être réalisées dans le cadre du présent protocole sont les suivantes :

- prestations visant l'élaboration de projets : études d'ensemble ou thématiques, études économiques et financières, approches urbaines et spatiales...
- prestations visant la faisabilité et la mise en œuvre de certaines actions définies dans ce cadre : missions de montage de projets, missions d'ingénierie ;
- missions ou actions d'accompagnement de ces projets : aide au démarrage de dispositifs, constitution de fonds de garantie....

Moyens financiers

La C.D.C. met en place une enveloppe de fonds propres d'un montant prévisionnel maximum de 1,5 MF pour le cofinancement des prestations et des actions d'accompagnement visées ci-dessus. Cette enveloppe est mobilisable par la ville, ou par un maître d'ouvrage ou un prestataire désignés conjointement par la ville et la C.D.C.

Cette enveloppe est une prévision des dépenses engagées pour la durée du protocole. Les encours financiers définitifs, objets du présent article, seront attribués pour chaque action après accord du Comité d'engagement du programme régional développement urbain.

- Par le financement d'investissements :
 - Les actions prévues dans le cadre du présent protocole peuvent donner lieu au financements suivants :
 - . mobilisation des prêts projets urbains pour financer des opérations visant la requalification des espaces, équipements et services, leur désenclavement, la réalisation de programme destinés à accueillir des activités nouvelles concourant au projet global, la réalisation d'une politique de maîtrise foncière, les transports urbains.
 - . mise en œuvre de dispositifs financiers concernant le logement, notamment ceux facilitant la réalisation de programmes spécifiques adaptés à des objectifs de lutte contre l'exclusion ;
 - La C.D.C. réserve à ce titre une enveloppe annuelle de 50 MF de Prêts Projets Urbains à la ville de Saint-Denis, sur la durée du protocole, soit au total 150 MF pour les exercices 1998, 1999 et 2000 (hors TCSP).
- La mise en place effective des prêts sera réalisée sous réserve, l'accord de la DIV et du maintien par l'Etat du dispositif des PPU.

Article 7 : modes de coopération

Afin de réunir les conditions d'une mise en œuvre dynamique de ce protocole, les partenaires s'engagent à une concertation régulière.

. Comité de pilotage

L'instance de conduite et la mise en oeuvre du présent protocole est le comité de pilotage, qui est composé de représentants de chacun des signataires.

Il est présidé par le Maire ou son représentant.

Il définit les orientations stratégiques développées sur ces sites au titre du présent protocole.

Il valide les projets qui seront soumis pour financement à la C.D.C., dans les conditions prévues aux articles de la présente convention.

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par semestre, à l'initiative du Président.

. L'information et la concertation :

Le comité de pilotage du protocole s'associera en tant que de besoin, lors de ses séances de travail des représentants d'intervenants aux différents projets et programmes examinés (principalement les services de l'Etat, les maîtres d'ouvrage et les représentants des usagés et des habitants...).

Le comité de pilotage informera ces intervenants.

.../...

Article 8 : suivi et évaluation du programme

Les tableaux de bord des engagements financiers de la C.D.C., tant sur ses fonds propres qu'en matière de prêt, sont produits et actualisés par la C.D.C.

Les partenaires conviennent de se réunir au moins une fois par an pour faire le bilan, de l'évolution du programme, convenir des recadrages nécessaires et s'informer mutuellement des évolutions pouvant interférer sur la mise en œuvre de leur objectifs communs.

Par ailleurs, les collectivités et organismes engagés conjointement, associent pour information la C.D.C. au suivi des grands dossiers de cadrage et de leur projet d'agglomération (contrat d'agglomération PLIE et PLH notamment).

Article 9 : valorisation des actions mises en œuvre

Les signataires s'engagent à expliquer le rôle que joue cette coopération, dans les actions de communication et les publications relatives à la mise en œuvre du programme défini au présent protocole.

Fait en deux exemplaires,

A

le

Pour la Ville

Pour la Caisse des dépôts et consignations

Michel TAMAYA
Député Maire

Roland CHABOUD
Directeur régional

